

Votation du 9 juin

Initiative populaire : Election du Conseil fédéral par le peuple

Consensus démocratique ou politique spectacle ?

Alors que dans les autres pays, le gouvernement et les partis au pouvoir changent tous les quatre ans, avec deux camps qui s'affrontent continuellement, la Suisse fait preuve d'une stabilité exceptionnelle : les partis doivent collaborer pour trouver des solutions.

Actuellement, les 7 conseillers fédéraux sont élus indirectement par le peuple au travers des représentant-e-s parlementaires à Berne, dont la répartition des sièges correspond à la force des partis. Cette concordance reflète l'ensemble des tendances politiques et culturelles du Parlement au Conseil fédéral. En outre, le peuple suisse dispose, avec le droit d'initiative et de référendum, avec les votations et les élections, des meilleures options de contrôle démocratique au monde. Notre système politique est unique et il fonctionne !

Ce système garantit, depuis plus de 160 ans, et malgré les guerres et les crises économiques, la stabilité, la collégialité et les compétences qui composent le fameux « consensus helvétique », indispensable à l'avancée des dossiers politiques, à l'évolution et à la cohésion de notre pays.

C'est pourquoi les partis politiques, le Conseil fédéral et le Parlement rejettent cette initiative de l'UDC.

Celle-ci revendique une élection majoritaire au suffrage direct, sans transparence, ni plafonnement du financement des campagnes. Ce mode d'élection, à l'échelon fédéral, remet en question l'équilibre des pouvoirs et déstabilise notre système politique :

- La règle des quotas pour la Suisse latine, prévue par l'initiative, introduit une concurrence néfaste entre la Suisse romande et le Tessin, tout en excluant les Romanches du Conseil fédéral.
- Le système majoritaire au suffrage direct favorise les cantons avec une forte population et les cantons urbains ; les petits cantons et les régions rurales deviendraient insignifiants.
- Élément fondamental de l'équilibre entre les pouvoirs de l'Etat, le lien entre exécutif et législatif serait rompu à cause d'oppositions et de blocages partisans, qui affaiblissent à la fois le Parlement et le Conseil fédéral dans l'exercice de leurs tâches.
- Coûts importants pour les finances publiques engendrés par une élection à 2 tours.
- Captation du pouvoir par un parti ou par une candidature charismatique et médiatique, au détriment de ses compétences et de son engagement.
- Accroissement de l'influence des partis nationaux - qui dépendraient financièrement davantage de leurs membres, de riches particuliers, d'entreprises ou de lobbies - au détriment des sections cantonales et régionales.
- Campagne électorale permanente (à l'américaine) qui nécessite du temps et de l'argent : des moyens financiers énormes alimentés par des privés, pour des intérêts particuliers ; du temps pris sur la qualité du travail au Conseil fédéral.
- Fin de la collégialité : les membres du Conseil fédéral seraient considéré-e-s comme les représentant-e-s de leurs partis respectifs, avec les pressions électoralistes et médiatiques liées à ce rôle.
- Blocage des institutions, confrontations continues, polémiques et dérapages : un système imprévisible et instable défavorable à la population et aux entreprises.

Les intérêts particuliers primeraient sur l'intérêt général, l'émotionnel et le populisme empêcheraient la recherche de solutions et nuiraient à la cohésion nationale.

L'élection du Conseil fédéral par le peuple affaiblit et déstabilise notre pays, c'est pourquoi nous vous invitons à voter ***NON à l'élection du Conseil fédéral par le peuple !***

Josiane Aubert, conseillère nationale